



Adresse postale

IPSO, C.P. 42080, B.P. Roy

Montréal (Québec) H2W 2T3

Facebook : facebook.com/IPSOqc

Twitter : twitter.com/IPSOqc

Site web : www.ipso.quebec.org

Renseignements : info@ipso.quebec

INFO-IPSO, automne 2022

Prochaine assemblée annuelle des IPSO, le 12 novembre 2022. Colloque annuel des IPSO, Après l'élection d'octobre : programme et résumés des communications. Prix Rosaire Morin attribué à Pierre Serré, président des IPSO. Prix Charles-Hindenlang, attribué à Victor Teboul, directeur de la revue Tolérance et membre des IPSO. Parution de la revue Jonathan. Prochaine Assemblée générale annuel des IPSO, le 12 novembre 2022, en visioconférence.

► Prochaine assemblée générale annuelle des IPSO, le 12 novembre 2022.

À l'ordre du jour : rapports annuel de la vice-présidente et du trésorier, Plan d'action 2022-2023 et élection au nouveau Conseil d'administration des IPSO 2022-2023.

Seuls les membres auront le droit de vote.

Vous pouvez adhérer ou renouveler votre carte de membre avant l'Assemblée générale au <http://agir.ipso.quebec/>.

En théorie, vous devriez recevoir un courriel des IPSO dans les jours qui précèdent l'échéance de votre carte de membre. Si vous n'êtes pas certain ou certaine du statut de votre adhésion, n'hésitez pas à nous contacter au info@ipso.quebec

► Colloque annuel des IPSO, 8 octobre 2022: Après l'élection d'octobre. Enjeux et perspectives pour l'indépendance du Québec

Le colloque s'est tenu en présence et en visioconférence le 8 octobre 2022 et a été suivi par plus de 100 personnes inscrites, en présence et sur Zoom.

On peut entendre les interventions des panélistes sur le site internet des IPSO: <https://www.ipso.quebec>

Présentation du colloque

Que cela soit en termes de comportement électoral (abstention, volatilité des électors, etc.) ou de bouleversement des rapports de force entre les partis, les élections des dernières années montrent des mutations importantes sur la scène politique québécoise. Le mouvement indépendantiste se trouve ainsi tenaillé par ces mutations et le scrutin du 3 octobre 2022 pourrait en être un révélateur.

Quelques jours après cette cruciale élection générale, les Intellectuels pour la souveraineté (IPSO) proposeront d'en dresser le bilan afin de tracer des perspectives de réflexion et d'action.

Deux sessions contribueront à aborder cet objectif. Il s'agira d'abord, dans le cadre du premier panel, de revenir sur les événements en amont de la campagne, sur ses temps forts, et de broser le portrait des résultats électoraux pour mieux les interpréter. Ensuite, un second panel permettra de débattre des réflexions à conduire et des actions à mener afin de porter le projet indépendantiste dans l'arène politique et auprès de la population québécoise.

Pour ce faire, les IPSO ont convié 8 experts et acteurs du mouvement indépendantiste

9h : Mot d'ouverture : Micheline Labelle, vice-présidente des IPSO

9 h-10 : 1^{re} session : L'analyse de l'élection du 8 octobre

- **Marc A. Bodet**, PhD en science politique, Université McGill, professeur agrégé en science politique de l'Université Laval
- **Josée Boileau**, journaliste et chroniqueuse
- **Jean-François Payette**, PhD en science politique de l'Université de Lyon et enseignant en gestion internationale à l'ESG UQAM
- **Pierre Serré**, PhD en science politique de l'Université de Montréal et chercheur autonome

Animation : David Santarossa, enseignant et chroniqueur

10 h 40 : Pause-café

10 h 55 : 2^e session : Et demain? Perspectives d'action pour le mouvement indépendantiste

- **Camille Goyette-Gingras**, présidente des OUI-Québec
- **Marilyse Lapierre**, PhD en philosophie de l'Université de Lyon et enseignante retraitée en philosophie du Cegep Ahuntsic
- **Gilbert Paquette**, professeur émérite de la Télé-Université et chercheur en ingénierie cognitive et éducative à l'Institut de recherche LICEF
- **Éli Dubois**, consultant en relations publiques, Cabinet de relations publiques NATIONAL

Animation : David Santarossa, enseignant et chroniqueur

12h25 : Mot de clôture : Pierre Serré

Notes biographiques

Josée Boileau

Journaliste



Journaliste depuis plus de 35 ans, Josée Boileau a travaillé dans les plus grands médias du Québec et particulièrement au quotidien *Le Devoir*, où elle a été successivement reporter, éditorialiste, directrice de l'information puis rédactrice en chef. Aujourd'hui, elle commente l'actualité à la radio de Radio-Canada (*Le 15-18, Les faits d'abord...*) et au magazine *L'actualité*. Elle tient également une chronique littéraire au *Journal de Montréal*, consacrée au roman québécois. Outre sa participation à de nombreux ouvrages collectifs, elle a signé *Lettres à une jeune journaliste* (VLB, 2016) et *Avec le recul* (Somme Toute, 2017), essai qui s'est mérité le prix Pierre-Vadeboncoeur 2017. En 2019, elle a publié deux

livres, salués par la critique : *J'ai refait le plus beau voyage* (Somme Toute) et *Ce jour-là, Parce qu'elles étaient des femmes* (Éd. La Presse). Récipiendaire de plusieurs distinctions, elle a notamment reçu le prix Hélène-Pedneault 2016 de la SSJB de Montréal.

Marc A. Bodet

Politologue



Marc André Bodet est professeur agrégé en science politique à l'Université Laval. Il a une maîtrise en sciences économiques de l'Université de Montréal, un doctorat en science politique de l'Université McGill et a complété un stage postdoctoral à l'Université de Colombie-Britannique. Il se spécialise dans l'étude du comportement électoral et des partis politiques au Québec et au Canada, mais aussi et surtout dans une perspective comparée. Ses objets de recherche couvrent à la fois les institutions électorales et parlementaires, les facteurs qui influencent la formation des opinions politiques, les

processus cognitifs et sociaux menant au vote et les mécanismes structurants en général. Il participe régulièrement au débat public par des participations à des forums.

Éli Dubois

Chargé de projets



Politologue de formation, Eli Dubois est chargé de projets en relations publiques. Il est fort d'une expérience terrain récente à l'Assemblée nationale du Québec comme conseiller politique et attaché de presse. Au cours des dernières années, il a accompagné et conseillé plusieurs personnalités politiques québécoises. Eli détient un baccalauréat en études politiques de l'Université de Sherbrooke et a entamé une maîtrise en management public. Impliqué depuis longtemps auprès de diverses organisations indépendantistes et politiques, Eli Dubois aime observer les mouvements sociaux sous la loupe des solutions et des opportunités. Il croit fermement en la capacité du peuple

québécois de s'émanciper, et travaille d'ici là à accompagner diverses entreprises qui font la fierté économique et culturelle du Québec d'aujourd'hui.

Camille Goyette-Gingras

Présidente des OUI Québec



Camille Goyette-Gingras est présidente des OUI Québec depuis novembre 2021. Engagée pour l'indépendance et la convergence depuis près de 10 ans, elle œuvre professionnellement dans le milieu entrepreneurial à titre de directrice aux opérations dans un accélérateur d'entreprises à vocation sociale et environnementale. Entrepreneure collective et impliquée dans sa localité, elle a été récipiendaire du Prix Jeune leader de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal en 2020, du prix KPMG de la Grappe mode en 2021 et de la médaille de l'Assemblée nationale en 2022.

Marilyse Lapierre

Philosophe



Marilyse Lapierre détient un doctorat en philosophie de l'Université de Lyon (France). Elle a enseigné la philosophie pendant 30 ans au cégep Ahuntsic où elle a dirigé le département de philosophie pendant 6 ans. Parallèlement à sa vie professionnelle, elle a milité à la CSN à partir de 1976 à la FNEEQ, au Conseil central de Montréal et au Comité national de la condition féminine. Présidente du PQ d'Outremont en 1994 et 1995, elle a été élue conseillère au programme à l'exécutif national lors du congrès de 1996 et présidente de la commission permanente du programme. Elle a occupé ces postes jusqu'en 2002. En 2004, elle a été nommée présidente du chantier Programme en vue du congrès de 2005. De 2007-2009, Mme

Lapierre a été Présidente des IPSO. Elle a aussi été membre de l'INM et du CA de l'INM.

Gilbert Paquette

Professeur émérite



Gilbert Paquette est professeur émérite de la Télé-université et chercheur en ingénierie cognitive et éducative à l'Institut de recherche LICEF qu'il a fondé en 1992. Il a milité au Parti québécois dès sa fondation en 1968, a été député et ministre de la Science et de la Technologie. Il a, au fil de son engagement indépendantiste, mis sur pied, animé ou présidé divers mouvements : IPSO, Conseil de la souveraineté, OUI-Québec. Il milite actuellement au Mouvement Québec indépendant, aux IPSO et à la Ligue d'Action nationale. Il a précédemment publié cinq essais politiques dont les deux derniers : *Un pays en tête* (2017, Éditions du renouveau québécois) et *Le sens du pays. Refonder le combat*

indépendantiste (2020, Éditions Liber).

Jean-François Payette

Politologue



Jean-François Payette, docteur en science politique (Université de Lyon), enseigne la gestion internationale à l'ESG UQAM. Il est également directeur scientifique de l'Observatoire sur la Politique et de la Sécurité dans l'Arctique, chercheur associé au Centre interuniversitaire de recherche sur les relations internationales du Québec et du Canada et chercheur associé au Laboratoire Francophonie, mondialisation et relations internationales. Auteur de quatorze livres et de nombreux articles scientifiques, il a reçu, pour ses travaux, plusieurs prix et distinctions au Québec, au Canada et en France.

Pierre Serré

Politologue



Ph. D. en science politique en 1997, Pierre Serré est l'auteur du livre *Deux poids, deux mesures. L'impact du vote des non-francophones au Québec* (2002, VLB) qui a obtenu l'un des prix de la Présidence de l'Assemblée nationale pour l'un des quatre meilleurs livres de science politique de l'année. Ses champs d'expertise rassemblent des écrits sur les élections provinciales, fédérales et municipales, en lien avec le comportement électoral des groupes linguistiques, de même que des écrits sur la question linguistique et l'immigration. La diversité de ses analyses a permis de saisir les paramètres au sein desquels s'exprime la politique québécoise depuis les années soixante. Chercheur autonome, Pierre Serré prépare un livre sur l'impact de la tricherie au référendum de 1995. Il a reçu le Prix Rosaire Morin 2022 pour

l'ensemble de son oeuvre.

David Santarossa

Enseignant et chroniqueur



David Santarossa détient un baccalauréat et une maîtrise en philosophie de l'Université de Montréal. Durant ses études dans cette discipline, il s'est intéressé à la question des identités nationales dans le cadre d'une mondialisation où le développement technologique est maître. En parallèle à cette formation, il a occupé durant quatre années un poste de spécialiste de contenu en philosophie au collégial. Après ses études en philosophie, il a fait une deuxième maîtrise en enseignement de l'ECR au secondaire. Depuis 2018, il enseigne cette matière ainsi que le français dans des écoles des Laurentides. On peut régulièrement le lire dans l'Action nationale, le site de la revue *Argument*, *Le Devoir* et *La Presse* où il est collaborateur régulier. On peut aussi l'entendre dans une chronique bimensuelle

à Radio VM à l'émission *Questions d'actualité* avec Jean-Philippe Trottier et à titre de chroniqueur à QUB radio.

Remerciements

Les Intellectuels pour la souveraineté remercient les Organisations unies pour l'indépendance (OUI-Québec) et la Société St-Jean Baptiste de Montréal pour leur soutien à la promotion de cet événement.

RÉSUMÉS DES PRÉSENTATIONS

Ouverture : Micheline Labelle

Au nom du CA des IPSO, je vous souhaite la bienvenue à ce colloque que l'on peut enfin tenir en présence, après une longue période de débats à distance.

Cela fait maintenant des décennies que journalistes, chroniqueurs et autres commentateurs politiques argumentent sur le caractère obsolète de la question nationale ou de la « dualité fédéralisme /souverainisme », comme on l'a répété avant et au lendemain de l'élection du 3 octobre.

Comme si les enjeux actuels que sont les droits des peuples autochtones, l'environnement, la langue, la culture, l'immigration internationale et les frontières, le droit du Canada d'offrir aux citoyens canadiens des services reliés au multiculturalisme en vertu même de l'Accord Canada Québec, les exigences et les programmes fédéraux EDID imposés dans les milieux de l'enseignement (équité, diversité, inclusion, décolonisation), comme si tous ces enjeux pouvaient s'analyser et être traités sans tenir compte de la situation objective du Québec au sein de la fédération canadienne, de la limitation de ses pouvoirs, indépendamment de la conscience claire et informée que les citoyens en aient.

Déjà après 1837, le gouverneur Lord Durham visait à ce que « les Français du Canada abandonnent leurs vaines espérances de nationalité ». Or moins de 2 siècles plus tard, le projet est

toujours vivant avec ses flux et ses reflux, mais toujours obstrué par l'intrusion du fédéral dans nos affaires et par la complicité de nos élites politiques et médiatiques et du gouvernement actuel, par les tergiversations des citoyens.

Répéter *ad nauseam* que l'indépendance est une relique du passé, c'est aussi faire fi des luttes qui se mènent à l'échelle internationale: celles des Irlandais, des Écossais, des Catalans, des Autochtones, etc., lesquels s'appuient sur une histoire particulière, des préoccupations identitaires légitimes et des principes de fond qui relèvent de la citoyenneté et de la démocratie.

Or, c'est l'horizon qui anime l'esprit des IPSO depuis leur fondation en 1995. Pour prendre le pouls de ce que révèle l'élection du 3 octobre sur le mouvement indépendantiste, et en dépit de l'iniquité de notre mode de scrutin, les IPSO ont invité des experts et des acteurs politiques qui analyseront les résultats de l'élection (sujet de la première session) et discuteront ensuite des défis que soulève l'avenir (sujet de la deuxième session).

Je cède maintenant la parole à David Santarossa, enseignant et chroniqueur que l'on peut lire dans les revues l'Action nationale, Argument, à La Presse, etc.

Marc A. Bodet

Dans le cadre de cette courte analyse de l'élection du 3 octobre, je vais me concentrer sur l'essentiel. Je veux aussi et surtout tenter de faire le lien avec les recherches en science politique, mon champ d'expertise.

D'abord, la victoire caquiste est éclatante. On pourra évidemment mettre en doute la légitimité d'un mode de scrutin qui crée des distorsions spectaculaires, mais il reste que 41% des votes, c'est une victoire... indiscutable selon les standards québécois et canadiens. Bien que le parti soit finalement exclu d'une partie de l'Île de Montréal, il réussit à être compétitif presque partout. Il augmente son score en termes de voix absolus, de pourcentage de voix et finalement perd un seul candidat sortant (des conditions particulières), tout en finissant premier ou deuxième dans 110 circonscriptions sur 125. Tous les modèles scientifiques disponibles prédisaient une baisse dans les appuis au parti sortant. Ce n'est pas arrivé. La CAQ a cependant subi une transformation électorale particulière puisqu'elle récupère presque l'entièreté du vote Libéral hors de Montréal et Laval. Le parti prend définitivement le chemin de l'attachement au Canada. La CAQ devient également un parti chrétien-démocrate centré sur la défense d'une certaine idée culturelle de la nation, le développement économique et la stabilité politique. C'est aussi la maturation du nationalisme identitaire défensif. Il faudra sans nul doute ajouter François Legault à la liste des meneurs de cette école de pensée qui inclut Étienne Parent, Honoré Mercier et Maurice Duplessis.

Québec Solidaire maintenant. Je dirais que 2022 est une élection de stagnation pour le parti. Le parti peu se considérer chanceux d'avoir réussi – par son organisation et sa sortie de vote impressionnante – à conserver Sherbrooke et à gagner de justesse deux autres comtés montréalais. Car sans cet effort tout à fait remarquable, le portrait serait beaucoup plus sombre pour ce parti qui réussit encore à projeter l'image d'un potentiel parti de gouvernement alors qu'aucun parti de la Nouvelle Gauche n'a réussi à prendre le pouvoir en Occident jusqu'à maintenant. J'ai aussi la conviction que nous avons assisté à la dernière élection où QS se considérera officiellement indépendantiste. GND n'a pas dit un mot sur le sujet dans son discours du 3 octobre, son électorat (surtout avec l'ajout de Maurice-Richard et de Verdun) est de moins en moins indépendantiste, et le parti se voit davantage comme une alliance entre la Nouvelle Gauche de rupture et l'écologisme. C'est effectivement un positionnement qui lui assure une base électorale solide mais qui limite fortement son potentiel de croissance.

Le Parti Québécois a connu une soirée encore plus difficile. Le succès d'estime est rarement payant en politique électorale et les très nombreuses deuxièmes places ne doivent pas faire oublier l'état précaire du parti. Je pense que les pertes de Gaspé et de Bonaventure font particulièrement mal. Je n'ai

en revanche jamais été convaincu par les théories fragiles de Vincent Lemieux sur les partis générationnels, ni par les prédictions de la mort du PQ. Mais le parti doit se demander s'il devient un parti de niche autour de la question nationale ou bien s'il veut se reconstruire une base électorale large. Le PQ a un potentiel de croissance évident et l'élection de 2026 sera propice au renouveau, mais la pente sera abrupte. Il reste que le PQ a réussi à se réapproprié la quête indépendantiste. C'est déjà beaucoup. Il doit maintenant se demander comment redevenir l'alternative sociale-démocrate, donc l'opposant idéologique à la CAQ.

Encore une fois, le Parti Libéral a sauvé les meubles. Tout comme en 2012, on a sous-estimé la résilience de ce parti. La campagne de Dominique Anglade a été à mon avis excellente dans les circonstances. Le reste du parti lui doit une fière chandelle. Malgré tout, ce parti se retrouve lui aussi à la croisée des chemins. Deviendra-t-il l'équivalent québécois des *Liberal Democrats* britanniques ou de ces petits partis libéraux européens? Le caucus réduit du parti me rappelle par ailleurs celui du PLC en 2011 : peu nombreux mais rempli de bonnes têtes expérimentées. C'est encore, au lendemain de l'élection, le seul parti qui peut se réclamer de l'alternance pour 2026. Je dis souvent en cours que le PLQ est le seul parti fédéraliste au Canada. Il croit dur comme fer à un idéal fédéral qui n'existe pas. Son avenir pratique est dans l'intégrationisme au projet canadien, et à un combat fratricide – qui aurait dit ça il y a quatre ans – avec QS pour l'électorat progressiste et multiculturaliste de Montréal.

J'ai bien peu à dire sur le Parti conservateur. Pas parce qu'il n'est pas devenu un acteur important mais plutôt parce que la science politique québécoise est encore trop mal outillée pour comprendre ce parti qui ne cadre pas dans aucun des modèles classiques du champ. C'est un animal politique à suivre et à étudier avec sérieux et surtout sérénité.

Josée Boileau. Éléments d'analyse d'une élection sans surprise... sauf une.

Allocution dédiée à Andrée Ferretti, décédée le 29 septembre 2022

1. D'abord décortiquer les résultats...

Le premier constat à tirer de l'élection québécoise de 2022, c'est à quel point les analystes et les stratèges ont sous-estimé l'effet de la Covid, dont témoignaient pourtant les sondages.

Durant la phase aiguë de la pandémie (qui a quand même duré deux ans!), il y a eu un réel besoin de faire confiance au premier ministre et François Legault s'est montré à la hauteur avec son côté rassurant. Les élections marquaient donc l'occasion pour plusieurs de lui témoigner leur reconnaissance, et ce en dépit de sa très mauvaise campagne électorale.

On s'est beaucoup penché sur les incohérences de notre mode de scrutin devant les résultats du 3 octobre, mais on s'est peu attardé au taux de participation. Or à 66,15%, il s'agit du deuxième pire taux enregistré dans l'histoire politique moderne du Québec! À quoi s'ajoute le fait que le quart des électeurs ont voté par anticipation : du jamais vu. Il y avait là des signes nets d'une élection pour la forme : au désintérêt s'ajoutait la hâte de voter pour la Coalition avenir Québec afin que ce parti, ou plus précisément son chef, ait enfin droit à un mandat normal.

J'y vois une démonstration puissante de l'importance, en politique, d'avoir confiance en une personne donnée, un atout trop souvent négligé dans l'analyse.

Pour le *Parti québécois*, la leçon est à retenir puisqu'actuellement dans ce parti, la personne l'emporte sur la « marque ». Peu importe les hauts et les bas du PQ, Pascal Bérubé et Joël Arsenault sont devenus des figures politiques incontournables, et l'on peut croire que Sylvain Gaudreault et Véronique Hivon, qui ont la même stature, auraient eux aussi été réélus s'ils s'étaient représentés. En corollaire, leur départ a entraîné un basculement sans équivoque de leur circonscription vers la CAQ, qui a raflé 59% des voix dans Jonquière et 45% dans Joliette.

C'est aussi la confiance qui explique la seule surprise d'une campagne électorale aux résultats attendus: la révélation qu'a été Paul St-Pierre-Plamondon. Non seulement celui-ci a enfin pu se faire voir et entendre dans la sphère médiatique, mais il a personnellement gagné le respect des électeurs.

Cela ne s'est pas traduit en termes électoraux : la défaite du PQ est nette avec seulement trois élus. Il faut aussi noter que ce n'est pas l'option du parti mais M. St-Pierre-Plamondon lui-même qui a gagné en stature. Cela suffit néanmoins pour lui donner une autorité morale permettant de repartir la machine péquiste et se projeter sur le long terme, ce qui sort le parti du marasme des dernières années.

La campagne électorale a par ailleurs permis d'asseoir *Québec solidaire* comme un joueur politique solide, prêt à parer les coups, à y répondre et à innover. Mais la croissance espérée du nombre de députés a été bloquée à 11 en raison d'un certain manque de pragmatisme de sa plate-forme électorale. Doit-il faire plus de compromis et renoncer à ses engagements les plus à gauche? C'est un débat qui touche l'essence du parti, donc qui ouvre sur bien des questionnements difficiles - on le sait d'expérience pour l'avoir vu au PQ qui a souvent tergiversé sur l'avant-plan à donner ou pas à la souveraineté, pourtant le fondement de son existence.

Le *Parti conservateur du Québec* sort de l'élection de 2022 avec un véritable potentiel de croissance. À défaut de député, les 12,9% de voix qu'il a recueillies lui assurent une meilleure posture financière que par le passé et il peut se targuer d'être arrivé deuxième dans 25 circonscriptions. Mais puisque la Covid ne fait plus les manchettes, quel sujet fera dorénavant vibrer ses nombreux membres? Et est-ce qu'une autre figure qu'Éric Duhaine sortira des rangs? Bref, est-ce le PCQ sera à la hauteur de son potentiel électoral?

Au *Parti libéral du Québec*, c'est la catastrophe que ne peut cacher le fait de se retrouver Opposition officielle par le jeu d'un vote concentré dans des circonscriptions montréalaises - qui sont par ailleurs celles où l'on a le moins voté, sous la barre des 55%, voire 50% de participation. Le PLQ a peut-être 21 députés, mais il se retrouve au 5^e rang dans 64 des 125 circonscriptions que compte le Québec, soit plus de la moitié! Il a eu peine à trouver des candidats et sa campagne a connu de nombreux ratés.

Et autant la cheffe Dominique Anglade s'est affichée comme une femme souriante et différente, qui unit, à l'opposé d'un François Legault grognon tout au long de la campagne électorale, autant, sitôt cheffe de l'Opposition officielle, elle a fait preuve de mesquinerie politique en refusant de s'engager à ce que QS et le PQ soient reconnus comme partis à l'Assemblée nationale, statut auquel les règles actuelles ne leur donnent pas droit, à moins d'un vote unanime des députés sur le sujet. Pour rappel, QS a obtenu 15,4% des voix, le PQ 14,6% et le PLQ arrive derrière avec 14,3%. Cette réalité statistique impose le compromis.

François Legault, qui a toujours été condescendant à l'égard de la cheffe libérale, a assurément pris bonne note de cette nouvelle erreur tactique, et solidaires comme péquistes ne l'oublieront pas. À quoi s'ajoute la grogne à l'intérieur du PLQ. Combien de temps Mme Anglade tiendra-t-elle?

Les *caquistes*, eux, n'ont perdu aucune circonscription, sauf Camille-Laurin, où Paul St-Pierre-Plamondon est parvenu à se faire élire, mais en profitant selon toute vraisemblance du retrait de la candidate solidaire prise la main dans une boîte aux lettres à voler des dépliants du PQ! De plus, la CAQ a remporté 14 des 17 sièges qui ont changé de camp au Québec, et elle a raflé plus de 40% des voix dans 79 circonscriptions.

La victoire caquiste, forte de 90 sièges, n'est donc pas accidentelle et ne tient pas en soi au mode de scrutin. Une grande partie des Québécois apprécie la tranquillité d'esprit qu'offre le parti de François Legault : répondre aux problèmes à la pièce et pratiquer un nationalisme symbolique.

Le problème c'est qu'en matière de nationalisme ce n'est même plus du symbole, c'est de la frime!

2. *Qu'advient-il du « nationalisme » ?*

À mon avis, le geste le plus significatif de la campagne électorale a été posé le 1^{er} septembre 2022 par Paul St-Pierre-Plamondon qui s'était rendu devant le Parlement fédéral à Ottawa.

C'était avant les débats et les grandes entrevues, donc avant que les sondages ne révèlent que « PSPP » était devenu « hot »! Autant dire que l'événement a été peu couvert, si ce n'est une image et quelques mots pour souligner le côté inusité/amusant/ridicule d'un chef péquiste qui sort du Québec pour faire campagne à Ottawa.

Or que faisait Paul St-Pierre-Plamondon là-bas? Il a exposé deux grandes pancartes dressant la liste des 24 demandes nationalistes que le gouvernement Legault réclame du fédéral. Que s'est-il fait répondre? Non. Chaque fois, a rappelé le chef péquiste en biffant d'un trait rouge les demandes l'une après l'autre.

L'exercice renvoyait au « Nouveau projet pour les nationalistes du Québec » présenté par M. Legault au conseil général de la CAQ en 2015 : une démarche que le chef caquiste qualifiait de « progressive, réaliste et pragmatique », invitant même tous les nationalistes à se joindre à la CAQ parce que « le Québec n'est jamais si fort que lorsqu'il est uni ». Le projet comptait 21 demandes... encore intactes aujourd'hui. D'ailleurs, dès la réélection caquiste du 3 octobre, le premier ministre canadien Justin Trudeau a opposé un non ferme à l'idée d'accorder plus de pouvoirs au Québec en matière d'immigration.

Et pourtant, M. Legault tient toujours le même discours du Québec fort, qui peut faire des gains s'il est uni! Il le fait parce que les gens y croient. Et ils y croient parce que nous sommes dans une période où les croyances et la subjectivité dominent plutôt que l'analyse rationnelle.

La Covid en a offert un exemple patent, et pas seulement en raison des dérapages de certains anti-vaccins et de complotistes. Si la gestion du Covid n'a pas du tout été discutée pendant la campagne électorale, alors que des décisions controversées ont été prises, c'est qu'outre la lassitude de la population, elle a été sortie du champ politique. On ne pouvait débattre de rien car aussitôt un argument implacable fusait : « M. Legault, M. Arruda, ils ont fait ce qu'il ont pu; les autres n'auraient pas fait mieux, n'auraient pas agi autrement. »

Un définitif « On veut pas le savoir », alors que collectivement on aurait pu tirer des leçons des deux dernières années pour mieux faire face à une éventuelle nouvelle crise sanitaire.

Dans la même veine subjective, les Québécois sont las du débat sur la souveraineté. Parce qu'ils ne veulent pas vraiment du projet, ou faute d'un chef de confiance, comme l'est François Legault, pour les encourager à titrer les conclusions qui s'imposent d'un nationalisme défensif, qui ne gagne plus rien?

La réponse ne viendra pas de M. Legault, qui ne veut plus jouer dans les plates-bandes souverainistes. Est-ce que Paul St-Pierre-Plamondon peut devenir cet homme de confiance, qui expose rationnellement le cul-de-sac du fédéralisme ? S'il fait le pari de la durée, s'il persiste à la ramener sereinement dans l'espace public, il peut tout à fait redonner de la crédibilité à l'option. Il a en sa faveur la cohérence de ses arguments, qu'il expose avec sincérité, sans rouerie populiste.

Est-ce que Québec solidaire pourrait se montrer plus affirmé sur la question de la souveraineté? Difficilement, d'une part parce qu'il tient mordicus à se dissocier du Parti québécois, et ce positionnement politique l'a jusqu'à maintenant bien servi; d'autre part parce que, comme François Legault, il voit bien l'état d'esprit des Québécois. Contrairement au premier ministre, il n'en conclut pas qu'il faut y lire là un rejet absolu du projet souverainiste, mais il ne mettra pas d'énergie pour faire bouger les électeurs sur cet enjeu, contrairement par exemple à ce qu'il est prêt à faire en matière d'environnement.

La suite repose en fait entre les mains de la CAQ – à distinguer ici de son chef actuel.

M. Legault sera-t-il encore là dans quatre ans? Sa succession est déjà discutée dans les médias, notamment parce que la CAQ est le produit de son chef, il n'est pas né d'une base militante : de la succession dépendra donc la survie du parti. Et comme celui-ci repose sur une alliance disparate, il peut ignorer pendant un certain temps les dissonances du régime fédéral dans lequel nous sommes, mais tôt ou tard il finira par s'y buter.

Le rassurant M. Legault peut surfer sur ces enjeux au point de faire croire qu'il est gagnant même quand Ottawa lui ferme la porte au nez – mais qui d'autre de son équipe peut endosser un tel personnage?

Et jusqu'où les ex-péquistes qui ont joint la CAQ, comme députés, militants ou électeurs, sont-ils prêts à se renier, surtout quand l'administration caquiste, c'est inévitable, sentira le poids d'un second mandat et commencera à voir son chef s'user et sa popularité décliner...

La question de la cohérence finira par se poser.

Marilyse Lapierre. S'unir autour d'un projet national

À l'élection du 3 octobre, le pire a été évité pour le Parti Québécois même si la glissade de l'appui à la souveraineté s'est poursuivie.

Pourtant, le choix majoritaire de la CAQ par les Québécois(es) est, entre autres motivations, un choix nationaliste. En optant pour la CAQ, les Québécois(es) expriment leur espoir persistant que le Canada peut se réformer et accorder au Québec plus d'autonomie. Nous avons 4 ans pour démontrer que le Canada n'est pas réformable et qu'il évolue dans le sens contraire des aspirations et des intérêts du Québec. Le choix pour les Québécois (es) est désormais entre la soumission ou l'indépendance.

L'orientation qui doit guider notre action est de proposer un véritable projet national qui rassemble tous les souverainistes, qu'ils soient de gauche ou de droite.

Cela implique d'abord de ne plus lier la souveraineté à un seul projet de société de centre gauche mais plutôt de promouvoir la souveraineté comme un projet déterminant en soi, un projet national porteur de liberté et d'ouverture.

Dire cela, pour moi qui ai été responsable du programme au Parti Québécois de 1996 à 2005, est une importante remise en question. J'étais convaincue ainsi que les 18 délégués(es) régionaux au programme qu'il fallait associer la souveraineté à un projet de société de centre gauche précis et détaillé, pour montrer aux Québécois(es) ce que cela changerait dans leur vie si le Québec devenait un pays. Si bien que les débats passionnés et passionnants qui avaient lieu au moment des congrès portaient sur ce que devait être une social-démocratie renouvelée plutôt que sur les possibilités qui s'offriraient si le Québec devenait un pays. Avec la conséquence que le principal véhicule politique de la souveraineté, le Parti Québécois, interpelait de moins en moins les Québécois (es) plus à droite ou plus à gauche. Lorsque Québec Solidaire fut fondé en 2006 et que l'ADQ devint l'opposition officielle en 2007, la question nationale portée par le Parti Québécois perdit la place centrale dans le débat politique.

Il faut maintenant rassembler les souverainistes de toutes tendances autour du projet déterminant pour l'avenir de notre nation francophone en Amérique : le Québec doit devenir un pays. La souveraineté est synonyme de liberté et la liberté est une idée puissante. Le Québec doit devenir un pays pour être une majorité. Actuellement, nous sommes une minorité soumise à une majorité, le Canada, dont les intérêts sont contraires aux nôtres.

Il faut aussi démontrer que notre projet national est synonyme d'ouverture et non de repli sur soi comme le clament nos adversaires. Comme nation à part entière, nous pourrions parler de notre propre voix au monde entier et offrir notre contribution originale à l'avenir de la planète. Une meilleure confiance en ce que nous sommes se traduira par un accueil plus assuré de celles et ceux qui viennent au Québec pour y mener leur vie.

De plus, pour que ce projet national suscite une adhésion large et forte nous devons mettre de l'avant ce que les Québécois(es) ont en commun, ce qui les unit et ainsi nourrir leur sentiment d'appartenance au Québec. Je préfère ne pas parler d'identité québécoise car ce terme est litigieux et risque de soulever des débats stériles.

Qu'avons-nous en commun? Un territoire riche et magnifique que nous habitons tous sans exception, l'histoire dont on a hérité et celle qui reste à faire, la langue française qui nous rassemble quelle que soit notre origine et les valeurs communes qui s'incarnent dans notre culture.

Pourquoi pas une Conversation nationale ou des États généraux favorisant la participation du plus grand nombre de Québécois de tous horizons pour nommer ces valeurs québécoises tel que le proposait l'Institut du Nouveau Monde en conclusion de son Rendez-vous stratégique sur la Culture? Les 4 prochaines années seront décisives. Il y a du pain sur la planche pour les souverainistes : des réflexions à mener et à structurer, des actions à entreprendre. Le carrefour que constituent les IPSO sera plus pertinent que jamais.

Gilbert Paquette. Pour une convergence des mouvements et des partis indépendantistes.

D'un point de vue indépendantiste, l'évènement marquant de l'élection 2002 a certainement été le progrès du Parti Québécois sauvé in extremis d'une mort annoncée. Tous les jours de la campagne électorale, Paul Saint-Pierre Plamondon a parlé d'indépendance, là où ça compte, pendant que les gens et les médias écoutent. C'est ce que, avec plusieurs autres, je réclamaï depuis des années. Nous avons enfin vécu une élection, la première depuis le référendum de 1995, où le Parti Québécois a intégré l'indépendance au cœur de sa campagne électorale. L'appui populaire à l'indépendance se situe toujours entre 35 et 40 %. De plus, le Parti Québécois est arrivé deuxième dans 64 circonscriptions, le plus grand nombre de deuxièmes places tous les partis. Québec solidaire a fait élire 11 députés et est arrivé deuxième dans 16 autres. L'appui à l'indépendance a un potentiel de croissance évident.

L'élection 2026, évènement déclencheur.

L'enjeu de l'élection en 2026 doit être choisi, non pas un bon gouvernement de province, comme ce fut le cas encore cette fois-ci, mais un gouvernement qui a le mandat de faire du Québec un pays.

Jacques Parizeau nous a montré ce qu'il faudra faire à l'élection de 2026. En 1994, l'appui à la souveraineté était à un peu moins de 40% dans les sondages comme maintenant. Il a pris le risque de perdre une élection, pour se donner la chance de gagner l'indépendance. Il a parlé d'indépendance sur toutes les questions, sur toutes les tribunes, avant, pendant et après l'élection en promettant une décision dans l'année suivant l'élection. Il a fait une alliance avec des leaders (Bouchard et Dumont) qui ne pensaient pas exactement comme lui. On a atteint 50%. Sans le référendum volé de 1995, nous serions aujourd'hui un pays.

Convergence des indépendantistes

Certains espèrent qu'il y aura un jour fusion du PQ et de QS, mais les programmes de ces partis sont trop différents. Une forme ou l'autre d'alliance entre les partis indépendantistes est toutefois incontournable pour amener une majorité d'indépendantistes à l'Assemblée nationale sans laquelle l'indépendance ne pourra se faire.

Bien que la discussion soit impossible sur certaines orientations des programmes, elle peut et elle doit se faire sur l'indépendance du Québec. On y est presque arrivé en 2017 à l'initiative de la société civile, grâce à une table de concertation mise en place par les OUI Québec. Il faut cesser de ressasser les fruits amers de cet échec. Les acteurs de l'époque ne sont plus les mêmes. On peut certes critiquer la campagne provincialiste de Québec solidaire à l'élection du 3 octobre, mais on doit se rappeler que son congrès a adopté avec enthousiasme la démarche indépendantiste d'Option nationale qui propose au lendemain d'une élection le rapatriement de tous les pouvoirs d'Ottawa au moyen d'une loi constitutionnelle. Cette loi du Québec, approuvée par la population lors de l'élection aura une légitimité plus grande que la constitution canadienne qui n'a jamais été soumise au peuple du Québec ou approuvée par son gouvernement.

Plusieurs chemins peuvent mener à l'indépendance. Des projets de pays possiblement différents seront proposés par les partis politiques pour rejoindre les différents groupes de la

population qui supportent ces partis. Le fait qu'il y ait de profondes divergences sur certaines politiques n'est pas un obstacle à la réalisation d'un plan commun pour réaliser l'indépendance.

Il faut le plus tôt possible recréer un camp du OUI comme l'a proposé l'actuel chef du Parti québécois. La société civile indépendantiste, les OUI Québec, la SSBJ, les IPSO et le mouvement syndical doivent en reprendre l'initiative comme cela a été le cas lors des États généraux sur la souveraineté. Les mouvements indépendantistes de la société civile doivent en faire leur première préoccupation pour remettre l'indépendance nationale du Québec au centre des débats publics et faire de l'élection de 2026 une étape décisive de notre émancipation nationale.

Eli Dubois. Opération charme.

Mon propos est celui d'un jeune un peu naïf qui croit beaucoup en l'indépendance du Québec, qui est surtout amoureux de son peuple et de son territoire. J'aime observer les problèmes sous l'angle des solutions et des opportunités. Donc je vais m'attarder sur les objectifs du mouvement, les publics qu'on aurait intérêt à rejoindre et certaines opportunités sur lesquelles travailler durant les quatre prochaines années.

D'abord, il va falloir tourner la page un jour et l'objectif du mouvement indépendantiste, c'est de rallier le plus grand nombre de Québécois, francophones ou non, à un projet politique. Nous devons réussir à créer une coalition d'idées. Je pense beaucoup qu'il faut mettre le pays avant le parti. Je vois qu'il y a beaucoup de mauvaise fois chez tous les partis et chez beaucoup d'acteurs politiques qui favorisent leurs propres réussites. Je m'adresse directement à plusieurs députés et sympathisants de la CAQ : pensez aux vraies valeurs qui vous animent. Malgré tout, je pense qu'avant de critiquer le gouvernement, il faut enjoindre à la collaboration. Le travail transpartisan plaît au Québec. Si PSPP a été le meilleur chef en campagne, c'est parce qu'il sortait du moule partisan et a proposé avec fierté et charme des idées intelligentes.

Ensuite, attardons-nous aux publics à rejoindre. On doit s'adresser aux jeunes (qui vieillissent). Et lorsqu'on dit que les jeunes sont plutôt tôt chez QS, c'est vrai, et ceci doit être vu sous la loupe d'une opportunité. Il y a de gros fossés dans les thèmes qui sont abordés et leur réception par les jeunes. Parler d'immigration et parler de langue, ça ne rejoint pas ma génération, du moins pas comme on le fait. Lorsqu'on parle « d'allophones », on parle de plusieurs amis que j'ai eus toute ma vie et qui pourtant parlent le français mieux que la majorité des Québécois. On doit parler aussi beaucoup plus aux villes aux urbains, et c'est ce que QS réussit à faire. Autrefois maître en ville, le PLQ est en train de perdre l'appui des urbains et des minorités. On doit aussi parler aux communautés autochtones. Statistiquement, ce n'est pas beaucoup de gens. Mais c'est la preuve d'un projet qui serait source de fierté pour beaucoup de communautés à travers le monde. Aussi à rejoindre : la communauté des affaires et les caquistes. Ce n'est pas normal que l'ensemble de la communauté d'affaires francophone, fière de son Québec, soit à la CAQ. Nous devons mener des opérations de charme.

Enfin, en 95, le sentiment national était plus faible qu'aujourd'hui. Ça a l'air un peu spécial, mais en 1995, c'était près de 50 % qui se sentaient d'abord Québécois. Près de 30 ans plus tard, c'est plus de 70 %, et ceci est vrai et s'installe comme un fait depuis près de 20 ans. Pour les plus jeunes, il n'y a pas beaucoup de fierté envers le Canada et les raisons sont multiples, tant écologique que militaire ou même très identitaires. Si la CAQ a gagné cette élection, c'est que c'était le parti le plus apte à prendre le pouvoir, qui proposait même le seul une complète équipe ministérielle. Profitons des quatre prochaines années à professionnaliser le mouvement et convaincre les publics nécessaires à obtenir l'appui de la majorité des Québécois. Les trois mousquetaires du PQ devront trouver leur partenaire manquant, convaincre, charmer, collaborer avec tous ceux qui peuvent être des alliés, tant à la CAQ que chez QS, voire même certains désabusés du PLQ. Ne lâchons rien.

Pierre Serré .Mot de clôture

S'il est une chose que les présents exposés ont montré, c'est l'importance de la lutte dans le quotidien politique des Québécois et Québécoises. Le Québec n'a pas le choix de son avenir. Chacun doit chaque jour et en tous lieux affirmer qui il est. Chacun doit exprimer en quoi notre identité a des conséquences concrètes qui exigent de porter la lutte toujours plus loin. Aucune nation n'est éternelle. À plus forte raison quand il s'agit d'une minorité nationale. Les Intellectuels pour la souveraineté remercient tous nos conférenciers, lesquels se sont exprimés publiquement sans nulle autre motivation que leur engagement en faveur de l'indépendance. Les IPSO remercient aussi notre animateur de la journée, M. David Santorossa, que nous nous empêcherons de signer dès demain !

Nous remercions également tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à l'organisation de notre colloque annuel, notamment le président sortant, Florent Michelot, le comité organisateur dirigé par Micheline Labelle, assistée d'Éli Dubois et de Pierre Serré, et sans doute de quelque autres dont les noms m'échappent. Et nous vous remercions spécialement vous, pour qui ce colloque a été organisé. Vous, que nous espérons revoir dans un an lors de notre prochain colloque annuel.

► *Prix Rosaire-Morin 2022. attribué au politologue et chercheur Pierre Serré, président du Conseil d'administration des IPSO.*

Le Prix Rosaire-Morin de L'Action nationale est décerné chaque année à un militant ou une militante indépendantiste qui, par ses écrits et son action, a contribué de façon significative, et souvent dans l'ombre, au développement de la conscience nationale. Les travaux d'analyse électorale, de démolinguistique et de critique de notre mode de scrutin effectués par Pierre depuis de nombreuses années lui valent cet honneur.

<https://action-nationale.qc.ca/prix/40-prix-rosaire-morin/246-le-prix-rosaire-morin>

► *Prix Charles-Hindenlang, attribué à Victor Teboul, directeur de la revue Tolérance et membre des IPSO*

Romancier et essayiste, Victor Teboul reçut en mai dernier le prix Charles-Hindenlang, décerné par le Rassemblement pour un Pays souverain. Il a fondé la revue Jonathan dans les années 1980, afin de promouvoir une pensée juive de langue française au Québec. Il dirige aujourd'hui le magazine en ligne Tolerance.ca. Site Internet de l'auteur : www.victorteboul.com

Lien à la remise du prix décerné par le Rassemblement pour un pays souverain et à son discours de remerciement : <https://www.victorteboul.com/Article.aspx?ID=1360&L=fr>

► *Parution de la revue Pleins feux sur Jonathan par Victor Teboul, membre des IPSO*

En octobre 1981, il y a donc 41 ans, paraissait à Montréal la revue Jonathan, une publication mensuelle vendue dans les kiosques partout au Québec, dont je fus le fondateur et le directeur. Elle parut quelques mois après la réélection du gouvernement de René Lévesque en avril 1981; elle sera publiée tous les mois, sauf en été, pendant 5 ans, jusqu'en 1986. Ce fut une aventure d'autant plus excitante que la revue donnait la parole, pour la première fois dans le paysage littéraire québécois des années 1980, à des Québécois, comme on dit, « de souche » et à des Juifs Québécois. De plus, la revue ouvrait ses pages à des auteurs israéliens, pas toujours très sympathiques vis-à-vis des politiques de leur gouvernement, tel que Zeev Sternhell.

Je suis fier de rappeler que Pierre Bertrand, Marc Chabot, Bernard Lévy, Claude Marcil, Michel Morin, Jacques Renaud, Sylvie Sicotte, notamment, signaient régulièrement des articles dans la revue.

De plus, comme on le constatera à la lecture de ce livre numérique, MM. Pierre Bourgault, Gérard Godin, Bernard Landry et René Lévesque furent de fervents sympathisants de la revue, qui reçut d'ailleurs un accueil des plus chaleureux du public lecteur québécois.

Jonathan était une des premières revues interculturelles publiées en français au Québec et elle constitue une richesse inestimable pour tout chercheur. Sera-t-elle un jour numérisée pour le grand profit de ceux et de celles qui s'intéressent au rôle que des écrivains québécois ont joué dans la reconnaissance de la diversité québécoise ? C'est en tout cas mon souhait le plus cher.

Je rappelle plusieurs épisodes de cette formidable aventure dans le livre numérique « Pleins feux sur Jonathan. Une revue juive québécoise au cœur de la diversité ». Il s'agit d'une rétrospective des grands moments de la revue. On y trouvera en outre les références complètes aux nombreuses bibliothèques qui détiennent la collection complète, en format papier, de la revue aux États-Unis, en Israël et, bien sûr, au Québec, à la Bibliothèque et aux archives nationales du Québec (BANQ).

Il est à noter qu'une copie de presse de « Pleins feux sur Jonathan » a été adressée aux responsables de la Voix sépharade, seule revue juive francophone de Montréal, qui n'a pas jugé utile de signaler sa parution à ses lecteurs et aux membres de la communauté juive.

Pour une durée limitée, un exemplaire de ce livre numérique de 88 pages est disponible en accès libre en cliquant sur ce lien :

<https://www.victorteboul.com/Contenu/Pleins%20feux%20sur%20Jonathan%20Epub%20en%20PDF%20Copie%20de%20presse%20-%20Victor%20Teboul%20oct.%202022%20-%20Copy%201.pdf> ****

Rédaction : Micheline Labelle, vice-présidente des IPSO